

L'année de Gaulle, celle d'une relance du projet européen ?

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (S&D)

Le 18 juin, nous fêtons le 80^{ème} anniversaire de l'appel que Charles de Gaulle a prononcé à Londres.⁽¹⁾ Le 9 novembre, sera commémoré le 50^{ème} anniversaire de son décès à Colombey-les-Deux-Églises et le 22 novembre sera le 130^{ème} anniversaire de sa naissance à Lille. Depuis un demi-siècle, ce grand homme, sa détermination, son courage, sa lucidité, sa probité, son souci de l'intérêt général, son ampleur de vue et sa vaste culture nous manquent beaucoup.

Sa profonde connaissance de l'histoire lui permettait de se projeter dans l'avenir à moyen et long terme, d'élaborer un projet valable pour la France et pour l'Europe. Il savait répondre aux défis identifiés dans le cadre de nos conceptions humanistes et progressistes. Il savait faire rayonner nos valeurs de façon universelle, par son talent d'orateur et d'auteur.

Comme lui, soyons à la fois visionnaires et réalistes. Sachons anticiper les évolutions de notre environnement, pour y parer avant qu'il ne soit trop tard. Travaillons sans relâche à la grandeur, à la souveraineté, au rayonnement, à l'indépendance, à la sécurité et à la défense de l'Europe. Suivant l'exemple de Charles de Gaulle qui, le 3 novembre 1959, a annoncé à l'École de Guerre de Paris la création de la «force de frappe»,⁽²⁾ M. Macron y a évoqué la stratégie de défense et de dissuasion de la France le 7 février 2020, devant les stagiaires.⁽³⁾

Le monde tel qu'il est ?

Après avoir cité Amin Maalouf, avec qui il partage «l'inquiétude d'un adepte des Lumières, qui les voit vaciller, faiblir, et, en certains pays, sur le point de s'éteindre», car les équilibres stratégiques, politiques, économiques, technologiques, énergétiques et militaires sont remis en cause depuis 10 ans, M. Macron a constaté qu'à nouveau, il y a un risque de guerre. Les risques, les menaces, se sont accrues, diversifiés et globalisés, requérant davantage de coopération et de solidarité, en ce temps où l'ordre juridique et les institutions internationales se délitent.

Un continuum entre la défense et la sécurité est nécessaire, a-t-il dit, pour la lutte contre le terrorisme et pour parer les effets négatifs de la mondialisation. Tous les milieux, terrestre, maritime, aérien, spatial, numérique, sont simultanément l'enjeu de rapports de forces complexes, voire de confrontations. Pour lui, les Européens ne peuvent ignorer que d'autres puissances réarment, y compris dans le domaine nucléaire, adoptent des comportements opaques, agressifs ou pratiquent le chantage. Même des puissances régionales peuvent atteindre l'Europe avec des missiles aux technologies avancées. Les armes chimiques ont été utilisées récemment, en Syrie, en Malaisie et en Grande-Bretagne. Nos forces armées doivent être aptes à s'adapter à des environnements opérationnels bien plus durs et complexes que ceux d'après la guerre froide.

Il n'est plus possible de distinguer temps de paix, de crise ou de guerre en cas de conflit asymétrique ou hybride : les actes hostiles commencent avec les tentatives d'influencer l'opinion, d'intimider des dirigeants, de perturber les télécommunications. Ils peuvent facilement dégénérer en conflits ouverts. Notre sécurité dépend plus de nos relations avec notre voisinage, à l'Est comme au Sud, que du lien transatlantique, car les États-Unis d'Amérique ont engagé une lutte pour la première place avec la Chine.⁽⁴⁾

Rester fidèles à nos valeurs

M. Macron a aussi constaté que, malgré le recul du multilatéralisme et du droit face aux rapports de force, le respect des engagements internationaux reste essentiel pour la grande majorité des États membres des Nations unies, qui aspirent à un ordre international renforçant la sécurité et la paix en s'appuyant sur le droit. Les droits de l'homme, le droit international humanitaire, les traités de non-prolifération, la convention sur le droit de la mer ou le traité sur l'espace sont essentiels. Or, depuis vingt ans, toute l'architecture de sécurité en Europe a été déconstruite. La course aux armements conventionnels et nucléaires a repris, notre continent est redevenu le champ de bataille des grandes puissances.

Repenser la guerre

Après avoir cité Raymond Aron : «Ni les hommes, ni les États n'ont dit adieu aux armes», M. Macron a appelé à repenser la guerre. La technologie ouvre de nombreuses opportunités, mais elle est source de

risques et d'instabilités. Les zones de friction entre les puissances se multiplient en Méditerranée, dans les mers de Chine et le Golfe arabo-persique. Sous la mer, dans les airs, dans l'espace et dans le cyberspace, les armées testent les défenses adverses. L'intervention d'États tiers dans des conflits interétatiques amène leurs armées à se faire face sur le terrain. Il faut donc prévenir le risque d'escalade et disposer de canaux de communication pour les limiter.

Reprenre en main notre destin

Pour M. Macron, un désarmement unilatéral équivaudrait à s'exposer et à exposer nos partenaires à la violence et au chantage, ou à s'en remettre à d'autres pour assurer notre sécurité. Le multilatéralisme doit permettre de résoudre collectivement les problèmes communs, notamment la maîtrise des armements, en particulier nucléaires, compte tenu de la fin du traité sur les armes de moyenne portée. Des partenariats stratégiques, basés sur la transparence, la confiance et la réciprocité contribuent tant à la lutte contre le terrorisme qu'à la liberté de navigation dans l'océan Pacifique. La hausse des dépenses européennes de défense rééquilibrera la relation transatlantique.

M. Macron a rappelé que la démocratie et le droit sans la force ne tiennent pas longtemps. Les Européens, a-t-il dit, doivent définir ce que sont leurs intérêts de sécurité et décider ce qui est bon pour l'Europe. Pour longtemps, l'Europe, en matière de défense, ne pourra tirer sa force que des armées nationales. Le redressement des budgets et des capacités de ces armées doit être la priorité, bien que des outils comme le Fonds européen de défense, la Coopération structurée permanente et l'Initiative européenne d'intervention devraient faire émerger une conscience commune, pour défendre des intérêts partagés et agir de façon autonome et solidaire chaque fois que cela sera nécessaire, sans remettre en cause l'Alliance atlantique.

A propos de l'OTAN, il a repris les mots du général de Gaulle : «Aucune alliance ne peut être dissociée de l'effort entrepris par chacun de ses membres, pour son compte, à ses frais et en fonction des intérêts qui lui sont propres». Il a déploré que les objectifs de forces fixés au Conseil européen de Cologne, en 1999, pour conforter le pilier européen de l'OTAN, soient restés lettre morte, tout en soulignant que la liberté d'action européenne, la défense et la sécurité de l'Europe, ne peuvent reposer sur une approche uniquement militaire. Pour construire l'Europe de demain, a-t-il dit, nos normes ne peuvent être sous contrôle américain, nos infrastructures, nos ports et aéroports sous capitaux chinois et nos réseaux numériques sous pression russe. Il nous faut notamment une base industrielle de défense autonome et compétitive, un effort résolu et massif d'innovation, la maîtrise de nos technologies de sécurité et la maîtrise de nos exportations de défense.

Des relations apaisées avec la Russie

M. Macron a dit chercher à rétablir la confiance avec la Russie, pour améliorer la sécurité collective et la stabilité de l'Europe, car la fin du traité New Start, dès 2021, rendra possible une course aux armements classiques et nucléaires inconnue depuis la fin des années 1960.⁽⁵⁾

Du rôle spécifique de la France

Il a confirmé que la France, puissance nucléaire reconnue par le Traité de non-prolifération (TNP), membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, prendra ses responsabilités, en particulier en matière de désarmement nucléaire. Elle a démantelé sa composante nucléaire terrestre, ses installations d'essais nucléaires et ses installations de production de matières fissiles pour les armes. Son arsenal est inférieur à 300 armes nucléaires, le strict minimum suffisant. La France peut légitimement réclamer aux autres puissances nucléaires des gestes concrets en direction d'un désarmement global, progressif, crédible et vérifiable, sur la base de l'article VI du TNP.

Pour M. Macron, la France doit rester souveraine ou décider elle-même, sans les subir, les transferts de souveraineté qu'elle consentirait. Il a rappelé que, fondement de toute communauté politique, la défense est au cœur de la souveraineté. Il faut donc à la France un outil de défense complet, moderne, puissant, équilibré, mis en œuvre par des armées réactives et tournées vers l'avenir. Cela implique de protéger contre toute menace d'origine étatique, y compris par la dissuasion nucléaire ; de se prémunir contre les forces à l'œuvre dans les États faillis ; de maintenir l'ordre dans les espaces océaniques, exo-atmosphériques ou cyber ; d'innover pour pouvoir réagir aux transformations de la menace. L'intelligence artificielle est ainsi l'une des priorités de l'Agence de l'innovation de défense récemment créée. Il a rappelé que les forces nucléaires françaises sont conçues non comme des outils d'inti-

midation, de coercition ou de déstabilisation, mais pour être des instruments de dissuasion, de légitime défense dans des circonstances extrêmes, à des fins d'empêchement de la guerre. Elles renforcent la sécurité de l'Europe, car les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne. Il a ouvert un dialogue européen sur le rôle de la dissuasion nucléaire française dans notre sécurité collective et proposé une participation aux exercices des forces françaises de dissuasion, pour développer une culture stratégique entre Européens.⁽⁶⁾

Il a affirmé que le Brexit ne change rien à l'affirmation de 1995 (les intérêts vitaux de la France sont menacés si les intérêts vitaux du Royaume-Uni le sont, et vice-versa), ni aux traités de Lancaster House de 2010.⁽⁷⁾

Il a rappelé que nous ne vivons pas en paix, au sens non de l'absence de guerre, mais bien celui d'une concorde entre tous, mais celle-ci est impossible sans un gouvernement mondial efficace, capable d'établir le droit et de le faire respecter. Il a souhaité une Europe refondée pour le bien commun, mais malheureusement sans indiquer comment effectuer cette refondation.

Le monde tel qu'il est ou celui tel que rêvé ?

Comme son discours d'Athènes ou celui de la Sorbonne, celui de l'École de guerre nous donne une analyse lucide mais partielle de la situation présente, et un catalogue de bonnes intentions. Charles de Gaulle fixait des objectifs et décrivait les processus devant mener à leur réalisation. Rappelons-nous la V^{ème} République, la décolonisation, le Marché commun, la politique agricole commune, la force de frappe...

Le verbatim des déclarations faites en novembre dernier par M. Macron au journal *The Economist*⁽⁸⁾ nous confirme qu'il se berce d'illusions. Il a dit que l'Europe de la défense doit être autonome sur le plan militaire, sans vouloir rendre préalablement l'Europe souveraine, c'est-à-dire fédérale. Il assure que les pays européens ont des armées solides ; que l'interopérabilité de l'OTAN fonctionne bien ; que l'on a mis en place en 2017 un Fonds européen de la défense. Chacun sait que celui-ci ne sera pas alimenté avant l'adoption du budget pluriannuel 2021-2027⁽⁹⁾ et que le reste est tout aussi faux.⁽¹⁰⁾ A l'évidence, l'Initiative européenne d'intervention ne suffira nullement à l'adaptation de l'Europe au monde contemporain, ni à l'avènement d'une Europe puissante. Et si ce n'est pour attirer sur soi l'attention des mass médias, pourquoi annoncer à tort la «mort cérébrale» de l'OTAN ? Chacun sait que, depuis sa création, l'OTAN n'a jamais eu qu'un cerveau, qu'un lieu de décision, qui se trouve à Washington.

Suite au Brexit, l'Europe est passée du triumvirat stérile à l'impuissance totale

M. Macron et M^{me} Merkel n'ont plus à partager le pouvoir en Europe avec M. Johnson mais, faute de s'entendre, ils ne peuvent reprendre le rôle de moteur qu'ont eu de Gaulle et Adenauer ou Mitterrand et Kohl. Le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle du 22 janvier 2019 vient d'entrer en vigueur, mais il n'est déjà plus qu'un chiffon de papier. Les projets de char et d'avion franco-allemand du futur, approuvés dès le Conseil des ministres franco-allemand du 13 juillet 2017, n'ont guère progressé. Les deux pays ne sont d'accord ni sur le budget 2021-2027 de l'UE, ni sur l'élargissement de l'UE aux Balkans occidentaux. Ils s'opposent sur l'OTAN, le niveau des dépenses de défense, la Russie, la Turquie, le Sahel, l'Afghanistan, la politique économique, le réchauffement climatique, les exportations d'armes et le partage du travail sur les futurs systèmes de combat aérien et terrestre. Il n'y a guère que sur l'Ukraine et sur l'Iran qu'ils ne s'affrontent pas. Ce duo prive les Européens d'une stature internationale, qui n'est réelle qu'à 27.

1) Pour ma part, ce sera dans le cadre d'une conférence que je donnerai à Bruxelles, à la Fraternelle des Agents parachutistes, sur le thème «Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe, pourquoi et comment ?».
2) Le premier essai nucléaire français a eu lieu le 13 février 1960 dans l'actuelle Algérie.
3) Voir «Discours du Président Emmanuel Macron sur la stratégie de défense et de dissuasion devant les stagiaires de la 27^{ème} promotion de l'École de guerre», <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/02/07/discours-du-president-emmanuel-macron-sur-la-strategie-de-defense-et-de-dissuasion-devant-les-stagiaires-de-la-27eme-promotion-de-lecole-de-guerre>, 7/2/2020.
4) Voir US Department of Defense, «Addressing China Threats Requires Unity of U.S., World Effort, Esper Says» in *Defence Aerospace*, <https://www.defence-aerospace.com/article-view/release/209173/pentagon-chief-calls-for-united-us-world-effort-to-address-china-threat> Jtm1, 24/1/2020.
5) La Russie a mis en service, le 27 décembre 2019, un nouveau type de missile stratégique hypersonique, qui peut changer d'altitude et de direction à 25 fois la vitesse du son, ce qui empêche de calculer son point de chute et sa trajectoire.
6) Cette offre n'a pas rencontré un succès immédiat. Voir Thomas Wiedler, «En Allemagne, le discours de Macron sur la dissuasion nucléaire est accueilli par un prudent silence» in *Le Monde*, https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/08/en-alle-magne-le-discours-de-macron-sur-la-dissuasion-nucleaire-est-accueilli-par-un-prudent-silence_6028865_3210.html, 8/2/2020. Pourtant, selon la Fondation Körber, 40% des Allemands préfèrent être protégés par les Français et les Britanniques, 22% par les armes nucléaires américaines. Voir Michaela Wiegel, Thomas Gutachter, «Ein europäischer Atomschirm?» (Un parapluie atomique européen ?) in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, <https://www.faz.net/aktuell/politik/ausland/nukleare-abschreckung-paris-will-mit-europaern-kooperieren-16620960.html>, 6/2/2020.
7) Ceci devrait rassurer les Britanniques. Voir «L'avenir militaire

Revenons sur terre, au Sahel

Les six prochains mois seront décisifs au Sahel : la présence militaire étrangère y est de plus en plus insupportable aux opinions publiques locales et elle va le devenir pour les électeurs européens. Le 20 janvier, l'ONU a constaté que la situation sécuritaire se détériore à un rythme alarmant. M. Borrell a dénombré 1.500 militaires perdus par les pays du G5 Sahel en 2019, le nombre le plus élevé depuis 2012. Il déplore également la mort de 2.500 civils. Faute de matériel de télécommunication et d'opérateurs qualifiés, les forces sahéniennes mettent trop de temps pour prévenir en cas d'attaque. Les pertes sont donc lourdes avant qu'arrive l'appui aérien et les renforts. La présence de conseillers européens encouragerait les armées locales, mais augmenterait le risque de retour de *body bags*.⁽¹¹⁾ Or, après le rapatriement d'environ 90 morts et 700 blessés, la France a dû quitter l'Afghanistan.⁽¹²⁾

Engagée en Irak, dans le Golfe arabo-persique, la Centrafrique et le Sahel, l'armée française ne peut faire plus. Ses alliés, à l'exception des Américains, sont absents des actions de combat : ils se limitent à de la formation. L'action de l'ONU, qui coûte un milliard \$ par an⁽¹³⁾ est inefficace comme elle l'est quasi partout. L'Union européenne ne s'occupe pas assez de l'équipement et de l'accompagnement sur le terrain des soldats locaux qu'elle a formés, de la gestion des ressources humaines des armées locales, du contrôle des flux financiers des terroristes-trafiquants. Ses États membres ne suppléent pas assez aux lacunes françaises dans les domaines des forces spéciales, de la logistique et du renseignement.

Même pour une action concentrée sur la zone des trois frontières, aux confins du Mali, du Burkina Faso et du Niger, qui mesure un million de km², Barkhane (NdLR : opération militaire menée au Sahel et au Sahara par l'armée française) reste dérisoire. Les 200 à 300 terroristes identifiés exploitent les tensions multiséculaires entre groupes ethniques et les frustrations des populations locales face à la mal-gouvernance. Quelques dizaines d'assailants suffisent pour mener des attaques éclair en moto : ils recrutent aisément 60 à 80 locaux, moyennant finances, alimentées par divers trafics.⁽¹⁴⁾

L'avenir militaire de la Grande-Bretagne

Les difficultés économiques prévisibles au Royaume-Uni⁽¹⁵⁾ rendront plus difficile la nécessaire remise à niveau de ses forces armées. Le secrétaire d'État à la Défense, M. Wallace, a déclaré lors du congrès du parti *Tory*, le 30 septembre 2019 qu'il souhaitait rendre les systèmes d'armes opérationnels en mettant un terme aux pénuries de personnel et d'approvisionnement. Les forces britanniques, en particulier l'armée, ont été vidées de leur substance depuis 20 à 30 ans pour acheter des équipements prestigieux, comme deux porte-avions.⁽¹⁶⁾ Après les élections du 12 décembre passé, M. Wallace a gardé ses fonctions. Reste à voir s'il aura les moyens budgétaires de sa politique, car il veut préparer ses armées à agir sans l'Amérique, à cause de sa politique étrangère toujours plus isolationniste. Or, elles sont très dépendantes de la couverture aérienne et des moyens de renseignement, de surveillance et de reconnaissance américains.⁽¹⁷⁾

Agissons

Les citoyens européens devraient soutenir la proposition que formule la S&D de réforme de la gouvernance de l'Europe, allant dans le sens d'une gouvernance fédérale, démocratique et transparente.

A cette fin, mon prochain ouvrage, «*Une constitution fédérale pour les États-Unis d'Europe. Pourquoi et comment ?*», sera présenté le 9 mai, à Bruxelles, à l'occasion du 70^{ème} anniversaire de la déclaration de Robert Schuman.

de la Grande-Bretagne» ci-après.
8) s.n., «Emmanuel Macron in his own words (French)» in *The Economist*, <https://www.economist.com/europe/2019/11/07/emmanuel-macron-in-his-own-words-french>, 7/11/2019.
9) A l'exception des 525 millions € qui financent les premiers projets de recherche en 2019-2020.
10) Le budget de défense de la France reste très insuffisant par rapport à son niveau d'ambition militaire. Rien que pour renouveler sa force nucléaire, la France mobilise 25 milliards € sur la période 2019-2023.
11) Voir Jean-Dominique Merchet et Yvan Guichaoua, «Au Sahel, les djihadistes imposent leur tempo» in *Secret Défense*, <https://www.lapinion.fr/blog/secret-defense/sahel-djihadistes-imposent-leur-tempo-206519>, 18/12/2019.
12) Environ 60.000 militaires français ont été engagés en Afghanistan de 2001 à 2014. Voir AFP, «Treize ans de présence militaire française en Afghanistan» in *La Libre Belgique*, <https://www.lalibre.be/dernieres-depeches/afp/treize-ans-de-presence-militaire-francaise-en-afghanistan-5b7801b455324d3f14049019>, 18/8/2018.
13) Jason Burke, «Sahel faces surge in violence from terror attacks» in *The Guardian*, <https://www.theguardian.com/world/2020/jan/22/sahel-faces-surge-in-violence-from-terror-attacks>, 22/1/2020.
14) Lors des attaques, ceux-ci ne constituent qu'environ 30% de l'effectif : ils recrutent localement les suppléants nécessaires.
15) Les 447 millions d'Européens à 27 ont réalisé un produit intérieur brut de 12.058 milliards € en 2019, celui des 66 millions de Britanniques a été 2.549 milliards.
16) Tim Ripley, Fenella McGerty, «UK defence secretary wants to end 'hollow force'» in *Jane's Defence Weekly*, <https://www.janes.com/article/91684/uk-defence-secretary-wants-to-end-hollow-force>, 3/10/2019.
17) Tim Shipman, «Ben Wallace Interview: We Can't Rely on US (excerpt)» in *The Sunday Times*, <https://www.thetimes.co.uk/article/ben-wallace-interview-we-cant-rely-on-us-pmxc9398>, 12/1/2020.